



KPMG S.A.
19 rue Clément Ader
Pôle Henri Farman - BP 162
51685 Reims

Association Mandataire Judiciaire Aube et Marne Dite « A.T. 10-51 »

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Association Mandataire Judiciaire Aube et Marne Dite « A.T. 10-51 »

192 rue de Preize - 10000 Troyes

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
19 rue Clément Ader
Pôle Henri Farman - BP 162
51685 Reims

Association Mandataire Judiciaire Aube et Marne Dite « A.T. 10-51 »

192 rue de Preize - 10000 Troyes

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale de l'Association Mandataire Judiciaire Aube et Marne Dite « A.T. 10-51 »,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Mandataire Judiciaire Aube et Marne Dite « A.T. 10-51 » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.




Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Reims, le 16 mai 2024

KPMG S.A.

 Patrick
Zeimett
2024.05.16
07:42:09
+02'00'

Patrick ZEIMETT

Associé

BILAN ASSOCIATIONS ET FONDATIONS

ANC 2018-06 et ANC 2019-04

Dossier : 2CONSO - Consolidation A.T.10-51

En Euro
(Provisoire)

Norme Fiscale

Options : Plan de correspondance N : TEST - Plan de correspondance N-1 : TEST - Avec écritures validées et NON validées - Sans

ACTIF	Exercice N 01/2023 - 12/2023			Exercice N - 1 01/2022 - 12/2022
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, licences, marques, ...	70 391,67	60 279,94	10 111,73	12 098,40
Immobilisations corporelles				
Constructions	460 204,13	159 556,18	300 647,95	319 257,22
Installations techniques, matériels et outillage	1 800,01	1 800,01		
Autres immobilisations corporelles	534 384,07	402 148,18	132 235,89	127 082,57
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	91 469,50		91 469,50	90 539,25
Autres immobilisations financières	15 393,40		15 393,40	14 960,02
ACTIF IMMOBILISE - Total I	1 173 642,78	623 784,31	549 858,47	563 937,46
ACTIF CIRCULANT				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	17 941,88	9 195,26	8 746,62	13 509,24
Autres créances	5 550,24		5 550,24	12 965,83
Disponibilités	1 189 315,99		1 189 315,99	980 799,49
Charges constatées d'avance	3 766,04		3 766,04	3 699,21
ACTIF CIRCULANT - Total II	1 216 574,15	9 195,26	1 207 378,89	1 010 973,77
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 390 216,93	632 979,57	1 757 237,36	1 574 911,23

BILAN ASSOCIATIONS ET FONDATIONS
ANC 2018-06 et ANC 2019-04Dossier : **2CONSO - Consolidation A.T.10-51***En Euro*
(Provisoire)

Norme Fiscale

Options : Plan de correspondance N : TEST - Plan de correspondance N-1 : TEST - Avec écritures validées et NON validées - Sans

PASSIF	Exercice N 01/2023 - 12/2023	Exercice N - 1 01/2022 - 12/2022
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres complémentaires	100 918,18	100 918,18
Réserves		
Réserves pour projet de l'entité	173 208,91	33 208,91
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>173 208,91</i>	<i>33 208,91</i>
Autres réserves	319 246,72	306 021,72
Report à nouveau	293 040,58	400 586,69
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>	<i>169 555,60</i>	<i>169 525,10</i>
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>	<i>214 027,13</i>	<i>187 991,12</i>
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>91 100,22</i>	<i>207 818,84</i>
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte différée</i>	<i>(181 642,37)</i>	<i>(164 748,37)</i>
Excédent ou déficit de l'exercice	52 229,44	45 648,39
Situation nette (sous total)	938 643,83	886 383,89
Provisions réglementées	74 348,89	74 348,89
FONDS ASSOCIATIFS - Total I	1 012 992,72	960 732,78
FONDS REPORTEES ET DEDIES		
Fonds dédiés	162 498,13	19 477,64
FONDS REPORTEES ET DEDIES - Total II	162 498,13	19 477,64
PROVISIONS		
Provisions pour risques	9 804,13	
Provisions pour charges	122 495,80	116 703,67
PROVISIONS - Total III	132 299,93	116 703,67
DETTES		
Emprunts et dettes auprès établissement de crédit	181 437,58	196 362,29
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	32 465,67	28 613,91
Dettes fiscales et sociales	227 213,19	244 128,75
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 633,20	
Autres dettes	6 684,94	8 892,19
Produits constatés d'avance	12,00	
DETTES - Total IV	449 446,58	477 997,14
TOTAL GENERAL (I + II + III+ IV + V)	1 757 237,36	1 574 911,23
(1) ACTIF - Fonds commercial : Dont droit au bail	0,00	0,00
(2) ACTIF - Immobilisations financières : Dont à moins d'un an (brut)	0,00	0,00
(3) ACTIF - Créances : Dont à plus d'un an (brut)	0,00	0,00
(4) PASSIF - Dettes : Dont à plus d'un an	0,00	0,00
Dont à moins d'un an	0,00	0,00
(5) PASSIF - Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	0,00	0,00
(6) PASSIF - Dont emprunts participatifs	0,00	0,00

COMPTE DE RESULTAT
ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04

Norme Fiscale

En Euro

Dossier : **2CONSO - Consolidation A.T.10-51****(Provisoire)**

Options : Plan de correspondance N : TEST - Plan de correspondance N-1 : TEST - Avec écritures validées et NON validées - Sans les lignes vides

	Exercice N 01/2023 - 12/2023	Exercice N - 1 01/2022 - 12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	408,00	456,00
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 161 777,30	1 846 614,67
<i>dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	2 114 942,30	1 785 322,18
Ressources liées à la générosité du public	436,32	434,16
<i>Dons manuels</i>	436,32	434,16
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	9 117,80	28 558,68
Utilisations des fonds dédiés	10 104,47	5 522,17
Autres produits	4 975,01	2 391,92
Total I	2 186 818,90	1 883 977,60
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	326 768,81	316 623,55
Impôts, taxes et versements assimilés	114 768,70	103 372,80
Salaires et traitements	1 086 098,52	1 018 669,85
Charges Sociales	372 847,97	327 245,65
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	88 522,14	64 501,20
Reports en fonds dédiés	153 124,96	6 000,00
Autres charges	7 737,53	2 441,04
Total II	2 149 868,63	1 838 854,09
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	36 950,27	45 123,51
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	905,70	452,62
Autres intérêts et produits assimilés	21 434,56	3 570,90
Total III	22 340,26	4 023,52
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	3 563,45	3 841,21
Total IV	3 563,45	3 841,21
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	18 776,81	182,31
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	55 727,08	45 305,82
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	324,00	1 885,17
Sur opérations en capital		7 000,00
Total V	324,00	8 885,17
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	3 821,64	8 542,60
Total VI	3 821,64	8 542,60
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	(3 497,64)	342,57
Total des produits (I+III+V)	2 209 483,16	1 896 886,29
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	2 157 253,72	1 851 237,90
EXCEDENT OU DEFICIT	52 229,44	45 648,39

COMPTE DE RESULTAT

ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04

Norme Fiscale

En Euro

Dossier : **2CONSO - Consolidation A.T.10-51**

(Provisoire)

Options : Plan de correspondance N : TEST - Plan de correspondance N-1 : TEST - Avec écritures validées et NON validées - Sans les lignes vides

	Exercice N 01/2023 - 12/2023	Exercice N - 1 01/2022 - 12/2022
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Bénévolat	(20 978,00)	(29 616,00)
TOTAL	(20 978,00)	(29 616,00)
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Personnel bénévole	20 978,00	29 616,00
TOTAL	20 978,00	29 616,00

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Aux comptes annuels présentés en Euros

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31/12/2023

AT10-51

Association Mandataire Judiciaire Aube et Marne

Table des matières

1.	OBJET SOCIAL	4
1.1.	L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :	4
1.2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	4
2.	FAITS CARACTÉRISTIQUES D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE,	5
2.1.	Evènements principaux de la Période	5
2.1.1.	Mouvements du Personnel	5
2.1.2.	Méthode de calcul de la participation des majeurs	6
2.1.3.	Service I.S.T.F :	7
2.1.4.	Crise Sanitaire Punaises de Lit :	7
3.	FAITS CARACTERISQUES de l'EXERCICE	8
3.1.1.	Comptabilité :	Erreur ! Signet non défini.
3.1.2.	Réforme des Congés Payés :	8
3.1.3	RGPD	8
4.	EVÈNEMENTS POST CLÔTURE :	8
5.	PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	8
5.1.	Présentation des comptes	8
5.2.	Principales Méthodes Comptables	9
5.3.	Changement de méthode d'évaluation	9
5.4.	Changement de méthode de présentation	Erreur ! Signet non défini.
5.5.	Autres informations	9
6.	INFORMATIONS RELATIVES aux POSTES du BILAN	10
6.1.	Bilan actif	10
6.1.1.	Immobilisations corporelles	10
6.1.2.	Créances	11
6.1.3.	Compte à terme :	11
6.1.4.	SICAV :	11
6.1.5.	Charges constatées d'avance	11
6.2.	Bilan Passif	12
6.2.1.	Fonds Propres	12
6.2.2.	Report à nouveau avant répartition du résultat	13
6.2.3.	Provisions pour risques et charges	13
6.2.4.	Fonds dédiés	14
6.2.5.	Dettes	14
7.	INFORMATIONS RELATIVES au COMPTE DE RESULTAT	15
7.1.	Passage du résultat comptable au résultat administratif (résultat sous gestion contrôlée)	15
7.2.	Tableau de répartition des produits d'exploitation en €	16
8.	AUTRES INFORMATIONS	16

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Aux comptes annuels présentés en Euros

8.1. Contributions volontaires en nature	16
8.2. Dons manuels (dont abandon de frais par les bénévoles)	17
8.3. Engagements financiers	17
8.4. Crédit-Bail	17
8.5. Informations relatives à la rémunération des dirigeants	17
8.6. Informations relatives à l'effectif	17
8.7. Informations relatives aux avoirs des usagers	179

1. OBJET SOCIAL

1.1. L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'Association a pour but, sur les Départements de l'Aube et de la Marne, et en liaison avec l'Union Nationale des Associations de Parents, de Personnes Handicapées mentales et de leurs amis (Unapei.) :

- D'assurer la protection de la personne et la sauvegarde des biens des Personnes Handicapées mentales dont les parents vivants ou décédés sont ou étaient adhérents à une Association rattachée à l'Unapei, et d'autres Personnes Handicapées mentales sur décision spécifique du Conseil d'Administration,
 - D'assumer, dans la limite ci-dessus, toutes fonctions de protection, notamment en application du Titre XI du Code Civil et de toute disposition législative et réglementaire éventuellement applicable,
 - D'apporter aux Tuteurs familiaux et aux Familles adhérents à l'Association, information et soutien technique pour l'exercice de la mesure de leur enfant ou de leurs parents,
- Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

1.2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Missions de représentation des personnes placées en mesure de tutelle.
- Missions d'assistance des personnes placées en mesure de curatelle.
- Informations et soutien aux familles ou amis de personnes handicapées en charge de la mesure de protection de leur proche, ou en passe de le devenir.

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

au 31/12/2023, l'activité de Protection Judiciaire des Majeurs s'est exercée auprès d'environ :

- 633 personnes dans le département de l'Aube
- 448 personnes dans le département de la Marne

2. FAITS CARACTÉRISTIQUES D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE.

2.1. Evènements principaux de la Période

2.1.1. Mouvements du Personnel

ABSENCES SALARIES :

Sur le secteur Aube :

Vacance du poste de cheffe du service Comptable – licenciée en décembre 2022 pour inaptitude
- sur le premier trimestre 2023

Vacance du poste de chargé du service ISTF depuis septembre 2022 suite à la réintégration de M. Raphael LEPRON au sein de l'équipe MJPM.

Sur le secteur Marne :

-.

DEPARTS :

Sur le secteur Aube :

Nous avons eu 3 départs sur cette année 2023, suite à deux démissions de salariés et un licenciement pour inaptitude.

Une Comptable, Frédérique BRADIER, le 14 avril 2023 après 15 ans passés au sein de l'AT

Une Comptable, Emine BASODA, le 3 septembre 2023 après 2 ans passés au sein de l'AT

Une Comptable, Souad SAHLI, le 5 octobre 2023 après 1 mois de période d'essai

Sur le secteur Marne :

Nous avons eu 2 départs sur cette année 2023, suite à des démissions de salariés.

Une MJPM, Marion LAURENT, le 30 septembre 2023, après 3 ans passés au sein de l'AT.

Une MJPM, Adeline FERTE, le 17 novembre 2023, après 12 ans passés au sein de l'AT.

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Aux comptes annuels présentés en Euros

EMBAUCHES SALARIES :**Sur le secteur Aube :**

Une comptable, Caroline BERTRAND, embauchée en CDI temps plein au 3 avril 2023, suite à une période en intérim sur 2021 et 2022, en remplacement de Mme BRADIER.

Une responsable administrative, comptable et ressources humaines, Aurélie MATEOS, embauchée en CDI temps plein au 11 avril 2023, sur un poste laissé vacant depuis le 8 décembre 2022.

Une chargée de mission ISTF, Frédérique MORISSET, embauchée en CDI temps plein au 20 septembre 2023 sur le poste laissé vacant depuis le 30 septembre 2022.

Sur le secteur Marne :

Une MJPM, Chloé LALLEMENT, embauchée le 9 octobre 2023 en CDI temps plein en remplacement du poste vacant depuis le 30 septembre 2023.

Une MJPM, Aurélie CORRARD, embauchée le 20 novembre 2023 en CDI temps plein en remplacement du poste vacant depuis le 17 novembre 2023.

Une assistante tutélaire, Mathilde MOUSSELIN, embauchée le 5 juin 2023, en CDI temps plein sur un poste non pourvu, créé par le budget 2022.

A ce jour, un poste MJPM accordé au budget 2023 n'a pas bénéficié d'un recrutement sur le secteur Marne.

DEPART A LA RETRAITE :

Néant

2.1.2. Méthode de calcul de la participation des majeurs

La participation des majeurs protégés est établie, selon des modalités fixées par le décret n° 2008-1554 du 31 décembre 2008, modifié par les décrets n° 2011-710 du 21 juin 2011 et n°2011-936 du 1^{er} août 2011.

Modification de la participation des majeurs à compter du 1^{er} septembre 2018, suite au décret n°2018-767 du 31 Aout 2018, celui-ci a été annulé partiellement par le conseil d'Etat en date du 12 février 2020, attestant que l'A.A.H devait rester le montant de la franchise des ressources à ne pas prendre en compte.

Actuellement, le calcul initial réalisé en début d'année pour la participation mensuelle des majeurs est révisé régulièrement au cours de l'année. En effet, dès qu'une modification de ressource ou d'hébergement survient, les frais de gestion des majeurs concernés doivent être révisés pour éviter le recalcul unique en fin d'année.

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Aux comptes annuels présentés en Euros

2.1.3. Service I.S.T.F :

Le service d'Information et de Soutien aux Tuteurs Familiaux (I.S.T.F.) a pour but de conseiller et de soutenir les tuteurs familiaux parfois démunis ou dépassés par les obligations juridiques ou administratives imposées à tout tuteur, qu'il soit professionnel comme l'at10-51, ou parent bénévole.

Pour l'année 2023, le poste de chargé de mission ISTF n'ayant été pourvu qu'à compter du 20 septembre, il a fallu prendre des dispositions pour la continuité de ce service. Ainsi, la cheffe de service MJPM de l'Aube et le directeur de l'AT10 51 ont assuré les permanences aux Maisons de Justice de Troyes et Romilly.

A compter d'octobre 2023, l'activité a pu reprendre un rythme classique.

Comme nous le notons depuis sa création, ce service monte en puissance au sein de l'AT10-51, mais son financement n'est pas pérenne, dépendant pour chaque exercice, d'une subvention annuelle. La subvention étant révélée en cours d'année, le service ISTF ne peut fonctionner que grâce au financement de l'at10-51. Ainsi chaque année, nous sommes dans l'attente du renouvellement de la subvention sans savoir si le service pourra perdurer pour l'année en cours et si la subvention couvre les frais de fonctionnement calculés lors de la demande de subvention.

Une clé de répartition a été mise en place pour des frais de siège, le montant pour 2023 s'élève à 3 199.96 €.

Pour l'année 2023, nous avons obtenu une subvention de 46 835 € pour financer l'activité du service ISTF

Le service ISTF présente au 31.12.2023 un résultat excédentaire de 30 750 € en raison de la vacance du poste jusqu'au 20 septembre 2023, date de l'arrivée de la nouvelle chargée de l'ISTF.

Sur cette fin d'année 2023, le bilan des actions est le suivant :

- 64 rendez-vous personnalisés
- contacts et rendez-vous téléphoniques
- 55 rendez-vous dans les MJD de Troyes et de Romilly lors des permanences (mensuelles pour Romilly et toutes les deux semaines pour Troyes)
- aucune session d'information au Tribunal d'Instance de Troyes (ces réunions sont reprogrammées pour 2024)

2.1.4. Crise Sanitaire Punaises de lit :

Le secteur Marne de l'AT10-51 a été impacté par la crise des punaises de lit. Fin septembre 2023, à la suite d'une visite au domicile d'un usager, une Mandataire de Chalons a rapporté sur ses effets personnels des punaises de lit au service.

Un premier traitement des locaux a été réalisé après renvoi de tout le personnel à domicile.

La salariée en question a finalement constaté une infestation de son domicile, quelques jours plus tard. Etant donnée qu'elle était revenue travailler au service, un nouveau traitement des locaux a été réalisé en parallèle du traitement de son domicile. Le véhicule de service utilisé par la salariée à lui aussi été traité.

A la suite de ces événements des kits spécifiques ont été créés et une procédure de service a été rédigée pour les cas d'infestations auxquels le service pourrait être de nouveau confronté.

L'ensemble de ces traitements ont représentés un montant total de 2 518 €

3. FAITS CARACTERISQUES de l'EXERCICE

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

3.1.1. Réforme des congés payés :

Le projet de loi portant réforme de l'acquisition des congés payés durant un arrêt maladie a été prise en compte dans la comptabilité de l'association.

Une salariée ayant été longuement arrêtée avant son licenciement pour inaptitude est concernée par ces nouvelles modalités législatives.

Une provision estimative a été portée au bilan 2023 à hauteur de 9 804 € correspondant à 48 jours de congés.

3.1.2. RGPD

Une étude sur la conformité de l'AT10-51 aux règles du RGPD a été menée par le cabinet KPMG.

Le cout de l'étude a été financé en grande partie par 6 000 € de fonds dédiés au budget 2022 et non employés, ainsi que 3 500 € de réserve issue du résultat 2021.

Suite à cette étude, un groupe de travail a révisé complètement le registre des traitements d'un service MJPM fourni par la FNAT afin de l'adapter précisément au fonctionnement de l'at10-51.

4. EVÈNEMENTS POST CLÔTURE :

Pas d'événement notable entre la clôture du 31/12/2023 et la date de rédaction de cette annexe.

5. PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

5.1. Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Aux comptes annuels présentés en Euros

5.2. Principales Méthodes Comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur, résultant des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC)

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC 2014-03, et ses règlements modificatifs, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément aux dispositions spécifiques applicables du règlement n° 2018.06 pour les organismes sans but lucratif et n°2019-04, spécifiques au ESSMS, applicable depuis le 1^{er} janvier 2020.

5.3. Changement de méthode d'évaluation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'évaluation ayant un impact significatif

5.4. Autres informations

La Loi du 5 mars 2007 sur la Réforme des Tutelles entrée en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2009 nous oblige à intégrer l'ensemble des dispositions inhérentes aux règles budgétaires, comptables et financières des Etablissements et services sociaux et médico-sociaux. (E.S.M.S)

Le Code de l'action sociale et des familles fixe les règles budgétaires, comptables et financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux. Ces règles sont fixées par les articles L 314-1 à L 314-9 du Code de l'action sociale et des familles (CASF) et les articles R 314-1 et suivants des CASF.

Le budget du service est donc présenté dans ce cadre budgétaire normalisé.

Depuis le passage en Dotation Globale de Financement (DGF), le bilan et le compte de résultat sont présentés en consolidés, nous avons procédé à la séparation des comptes selon trois entités :

service MAJEUR AT10-51

Service I.S.T.F

service SIEGE SOCIAL AT10-51

La provision congés payés est comptabilisée en respectant la méthode adoptée selon le cadre du tiers financeur des ETABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX (E.S.M.S), pour un montant au 31/12/2023 de ➔ **140 867.89 €** charges sociales comprises.

6. INFORMATIONS RELATIVES aux POSTES du BILAN

6.1. Bilan actif

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations et amortissements (K€)

K€	31/12/2022	↗	↘	31/12/2023
Immos incorporelles	65	5	-	70
Immos corporelles	951	46	-	997
Immos Corpor. en cours	-	-	-	-
Immos financières	105	1	-	106
Total Immos brutes	1 121	52	-	1 173
Amortissements	558	65	-	623
Total Immos nettes	563	- 13	-	550

Immobilisations incorporelles

Ce poste comprend des logiciels amortis en linéaire sur des durées allant de 2 à 5 ans.

6.1.1. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

La principale acquisition concerne la construction et les travaux déjà comptabilisé en partie en travaux en cours à l'exercice précédent.

Les amortissements des immobilisations sont calculés suivant la méthode linéaire :

Constructions	30 ans
Agencements et aménagement des terrains	20 ans
Installations générales, agencements	5 à 20 ans
Matériels de transport neufs	5 ans
Matériel de bureau et informatique, mobilier	3 à 10 ans

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Aux comptes annuels présentés en Euros

6.1.2. Créances

Créances €	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1	
Créance de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)	0		
Autres			
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés	17 941	17 941	
Autres	5 550	5 550	-
Charges constatées d'avance	3 766	3 766	
TOTAL	27 257	27 257	-
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			
(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours			

6.1.3. Compte à terme :

Néant.

6.1.4. SICAV :

Néant.

6.1.5. Charges constatées d'avance

Elles sont principalement constituées d'abonnement, téléphonie et de frais de maintenance informatique payés d'avance et qui concernent le premier trimestre 2024 qui s'élèvent à **3 766 €**.

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Aux comptes annuels présentés en Euros

6.2. Bilan Passif

6.2.1. Fonds Propres

Tableau des variations des Fonds propres

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES					
Variation des fonds propres	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture de l'exercice
	Montant global	Montant	Montant	Montant	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	100 918				100 918
Fonds propres avec droit de reprise	-				-
Réserves	339 231	153 225			492 456
Dont réserves des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	33 209	140 000			173 209
Report à nouveau	400 587	- 107 577	31		293 041
Dont report à nouveau des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	207 819	- 116 719			91 100
Excédent ou déficit de l'exercice	45 648	- 45 648	52 229		52 229
Dont résultat des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	43 493	- 43 493	44 587		44 587
Fonds propres de la totalité des Fondations abritées	-				-
Situation nette	886 384	- 0	52 260		938 644
Fonds propres consommables	-				-
Subventions d'investissement	-				-
Provisions réglementées	74 349				74 349
TOTAL	960 733	- 0	52 260	-	1 012 993

Depuis le 1^{er} janvier 2020, pour rappel, Il n'existe plus de compte 116 mais un seul compte 115 report à nouveau des activités sociales et médico-sociales (SMS) sous gestion contrôlée avec des subdivisions spécifiques.

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Aux comptes annuels présentés en Euros

6.2.2. Report à nouveau avant répartition du résultat

Tableau du report à nouveau avant répartition du résultat €		
Nature du report à nouveau	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées :		
- à l'exercice		
- aux exercices ultérieurs		
Report à nouveau non affecté des activités sous gestion contrôlée		2 525
Report à nouveau des activités propres de l'entité		472 158
Dépenses inopposables aux financeurs	187 666	6 024
SOLDE	187 666	480 707

6.2.3. Provisions pour risques et charges

K€	31/12/2022	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice	31/12/2023
Provisions Créances douteuses	5,6	7,1	3,5	9,2
Provisions indemnités départ retraite	116,7	5,7	0	122,4
Provision risques CP Droit européen	0	9,8	0	9,8
TOTAL DES PROVISIONS	122,3	22,6	3,5	141,4

Les frais de gestion dus, mais non réglés, par certains majeurs décédés sont provisionnés en "Provisions créances douteuses". Ces sommes sont déclarées au passif des successions concernées dans la perspective d'un règlement, lors du traitement du dossier successoral.

Le montant des droits acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite à la date de clôture de l'exercice. Cela concerne les salariés embauchés en contrat à durée indéterminée, elle s'élève à **122 495.80 €**.

Ce montant tient compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'Association à l'âge de la retraite, en fonction du taux de rotation des salariés et de table de mortalité, d'un taux d'évolution des rémunérations de 1.5 % et d'un taux d'actualisation de 3.70 %. Le taux de charges sociales appliqué est de 45%.

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Aux comptes annuels présentés en Euros

6.2.4. Fonds dédiés

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DÉDIÉS				
Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations	A la clôture de l'exercice
	Montant global		Montant global	Montant global
Subventions d'exploitation (1)	12 128	-	6 000	6 128
Fonds dédiés à l'exploitation	12 128		6 000	6 128
Contributions financières des autorités de tarifications aux entités gestionnaires d'ESSMS	7 350	153 125	4 104	143 246
Fonds dédiés à l'investissement	7 350	140 000	4 104	143 246
	-			-
TOTAL	19 478	153 125	10 104	162 499

Suite au règlement ANC n°2018-06, depuis le 1^{er} janvier 2020, les fonds dédiés sont présentés au niveau du compte de résultat, en charges d'exploitation et produits d'exploitation. Ils apparaissaient au niveau du résultat exceptionnel.

6.2.5. Dettes

Dettes(b) €	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus 1 an	Échéances à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine	181 438	15 208	63 770	102 460
Emprunts et dettes financières divers (2)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	32 466	32 466		
Dettes fiscales et sociales	227 213	227 213		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 633	-		
Autres dettes	6 685	6 685		
Produits constatés d'avance	12			
TOTAL	449 447	281 572	63 770	102 460
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice	-	-		
Emprunts remboursés en cours d'exercice	-	-		

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Aux comptes annuels présentés en Euros

7. INFORMATIONS RELATIVES au COMPTE DE RESULTAT

Résultat comptable de l'exercice	Déficit	Excédent
Gestion propre		7 642,86
service MJPM AT10-51 (sous Gestion Contrôlée)		13 836,84
Service I.S.T.F		30 749,74
Résultat de l'exercice comptable excédentaire		52 229,44

Résultat par activité ou établissement

Tableau de détermination de l'excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire (Art 153-2 ANC 2019-04-ESSMS)

TABLEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL D L'ENTITE	Exercice N	Exercice N-1
RESULTAT COMPTABLE	52 229	45 649
Reprises du résultat antérieur	55 835	-
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	108 064	45 649
Dont résultat effectif sous gestion propre	7 643	2 156
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	47 586	43 493

7.1. Passage du résultat comptable au résultat administratif (résultat sous gestion contrôlée)

AT 10-51	Résultat	Provision	Dotations	Retraite-	Reprise	Résultat
Etablissements & Services	Comptable	Congés Payés	aux Amortissem- ents *	ment des réserves	du Résultat N-2	Administratif
Service Majeur AT 10	13 836,84	-4 376,00	6 400,00	5 200,00	55 835,00	76 895,84
TOTAL GENERAL	13 836,84	-4 376,00	6 400,00	5 200,00	55 835,00	76 895,84

*« Le montant des dotations aux amortissements retraitées du résultat comptable (6 400€) correspond aux dotations aux amortissements des investissements non financés par l'autorité de tarification des tutelles.

Par conséquent, les dotations sont imputées sur le compte 1159210 reports à nouveau constitués de charges des activités ESMS sous gestion contrôlée dont la prise en compte des amortissements sont différés. Ils correspondent à la quote-part de la dotation aux amortissements relative aux locaux de la Marne.

7.2. Tableau de répartition des produits d'exploitation en €

	31.12.2023
Dotation globale de financement	1 793 125,61
Participation des majeurs	321 816,69
autres mesures AD HOC	0,00
Subvention service ISTF	46 835,00
Reprise provision	3 537,07
transferts de charges	5 580,73
autres Produits	5 819,33
Utilisation des fonds dédiés	10 104,47
TOTAL	2 186 818,90

8. AUTRES INFORMATIONS

8.1. Contributions volontaires en nature

Suite au nouveau règlement ANC N°2018-06, il est un principe de recenser, valoriser et comptabiliser dans des comptes de classe 8, au pied du compte de résultat, la nature et l'importance des CVN.

En l'occurrence, il s'agit de bénévolat :

Le bénévole est une personne qui s'engage librement pour mener une action non salariée en direction d'autrui, en dehors de son temps professionnel et familial (Avis du Conseil économique et social du 24 février 1993) et selon l'objet et les règles de l'entité auprès de laquelle le bénévole s'engage.

Le bénévolat dont notre entité a bénéficié correspond à la valorisation des heures de bénévolat du Président, soit 240 heures à 61.70 € pour une valeur qui représente 20.9 K€

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Aux comptes annuels présentés en Euros

8.2. Dons manuels (dont abandon de frais par les bénévoles)

Le poste « dons manuels » comprend notamment :

- Les dons manuels monétaires dont le fait générateur est l'encaissement, enregistrés au fur et à mesure de leur collecte pour un montant de **324 €**
- Le montant total des abandons de frais (comptabilisés en charges par nature) par les bénévoles, soit 436.32 €. Le montant est quasi identique à l'exercice précédent.

8.3. Engagements financiers

Néant

8.4. Crédit-Bail

Néant

8.5. Informations relatives à la rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi N°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevée en **2023** à : 54 894.39 €

8.6. Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie de personnel

Catégories	Homme	ETP Hommes	Femme	ETP Femmes	Total	Total ETP
Cadres	1	1,00	4	3.72	5	4.72
Employés	0		3	2.55	2	2.55
Technicien qualifié	0		7	6.12	7	6.12
Technicien supérieur	2	2,00	21	20.18	23	22.18
TOTAL	2	3,00	35	32.57	37	35.57

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Aux comptes annuels présentés en Euros

8.7. Informations relatives aux avoirs des usagers

Extrait de la réponse CNEC – 2001.31 – Juillet 2001 – intégration des comptes des mandants dans une association tutélaire.

“ La commission a estimé que les comptes bancaires des protégés font partie intégrante des comptes annuels de l’association et doivent figurer au bilan dans des subdivisions du compte 467 à l’actif (comptes 4672 “comptes gérés des tiers particuliers”, selon le plan comptable des UDAF) . Leur contrepartie au passif figurera également en subdivision du compte 467. Seuls les biens pour lesquels l’association a reçu un mandat de gestion sont concernés par ce traitement comptable.”

En conséquence, il conviendrait de comptabiliser une écriture qui présente le solde des comptes bancaires des personnes protégées en « doublon » (à l’actif dans une subdivision du compte 467 et idem au passif). Le traitement est différent selon les cas (voir ci-dessous tableau récapitulatif)

	SAUVEGARDE DE JUSTICE	CURATELLE SIMPLE	CURATELLE RENFORCEE	TUTELLE
Règle de droit	La personne protégée conserve l'exercice de ses droits : - elle gère elle-même ses comptes courants sauf nomination à cet effet d'un mandataire spécial, par le juge des tutelles, - elle gère également ses capitaux .	La personne sous curatelle simple gère seule ses comptes courants . La personne en curatelle ne peut : ni faire emploi de ses capitaux, ni conclure un contrat de placement sans l'assistance de son curateur.	Le curateur : - perçoit seul les revenus de la personne protégée sur un compte ouvert au nom de cette dernière, - assure le règlement des dépenses auprès des tiers, - assure la gestion des excédents.	La personne protégée est représentée par le tuteur , dans les actes nécessaires à la gestion de son patrimoine. Le tuteur agit seul en justice pour faire valoir les droits patrimoniaux de la personne en tutelle. Le conseil de famille ou à défaut le Juge, détermine les sommes à placer. Toutefois le curateur peut – sans autorisation – placer des fonds sur un compte.
Traitement comptable	Sauf disposition spéciale prévue par le juge : - les comptes courants et les comptes de placement des majeurs protégés ne doivent pas être intégrés dans les états financiers de l'AGT. Dans la pratique, le juge autorise dans l'ordonnance d'ouverture la gestion des comptes courants par les MJPM mais pas les comptes de placement. Dans ce cas de figure le plus souvent rencontré, les comptes courants doivent être intégrés dans les comptes de l'AGT. Les comptes de placement en sont exclus.	- Les comptes courants ne doivent pas être intégrés dans les états financiers de l'AGT. - Les comptes de placement font l'objet d'un mandat de gestion, ils doivent être intégrés dans les comptes de l'AGT.	L'AGT dispose d'un mandat de gestion à la fois : - sur les comptes courants , et - sur les comptes de placement . A ce titre, l'ensemble des comptes bancaires des majeurs doivent être intégrés à l'actif et au passif sans exception.	

Notre logiciel permet d'extraire la situation de l'ensemble des comptes de nos usagers à la date d'édition.

Néanmoins, les limites de cette édition nous interrogent sur la réalité de la situation financière de nos usagers à date fixe :

- d'une part, pour les sauvegardes de justice, les comptes de placement renseignés sont pris en compte

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Aux comptes annuels présentés en Euros

- d'autre part, cette édition s'avère évolutive sur les premières semaines de l'année : la mise à jour des comptes de placement avec le versement des intérêts perçus au 31 décembre ne peut se faire qu'au fur et à mesure de la réception des relevés de compte de toutes les banques
- enfin, un usager rendu « non actif » en janvier (pour cause de décès, transfert, levée de mesure..) sera absent de cette édition

Face à cette inquiétude quant à la véracité du montant qu'il nous faudrait porter au bilan consolidé, il est décidé :

- de ne pas procéder à la comptabilisation des avoir des usagers
- de porter ici à la connaissance du lecteur que le montant au

31/12/2023 est de 53 000 k€, sous réserve des limites sus-citées.